

Reportage journal télévisé de 20h de TF1 du 24/09/2018

Demande de droit de réponse de la CGT Finances publiques de Haute-Garonne

Monsieur le rédacteur en chef,

La CGT Finances publiques 31 tient à réagir ce jour au reportage diffusé au journal télévisé de 20h sur votre chaîne le 24/09/2018, relatif à la fermeture de la trésorerie de Baziège en Haute-Garonne.

Ce reportage comporte l'intervention du maire de la commune, de citoyens, d'un commerçant et de la CGT, qui tous, dénoncent la fermeture programmée au 1^{er} janvier 2019 de ce Centre des finances publiques.

M. PERRIN, notre directeur régional, intervient sur ce reportage et défend son point de vue de la disparition de l'utilité de nos accueils physiques grâce à la dématérialisation et la gestion en ligne de son propre dossier fiscal.

De nombreuses questions sont éludées ici. En premier lieu, celle du détail des missions d'une trésorerie mixte qui ne se limitent pas (n'en déplaise à M. PERRIN) à l'encaissement de l'impôt. Quid des questions des redevables des collectivités locales, des collectivités elles-mêmes (vingt communes, 27.352 habitants) et des usagers qui se présentent pour d'autres services (amendes par exemple) ?

Les journalistes enchaînent alors avec des chiffres :

« Le centre des Finances publiques de Baziège, c'est quatre agents, une moyenne de quatre usagers reçus par jour et 20 000 € de loyer/an ».

Ces chiffres sont absolument faux :

- Actuellement quatre emplois budgétaires sont attribués au centre des finances publiques de Baziège (1 inspecteur divisionnaire et 3 contrôleurs). Au 1^{er} octobre 2018, seulement trois agents y seront affectés : 1 inspecteur et 2 contrôleurs
- Les derniers chiffres d'accueil recensés remontent à 2017 : 1.800 personnes accueillies sur la période de déclaration de revenus (1,5 mois) et la campagne d'imposition (4,5 mois) au seul titre de l'impôt. Les autres questions ne sont pas recensées ici. Ainsi, si on tient compte des seuls trois jours d'ouverture hebdomadaire au public de la trésorerie de Baziège depuis le 1^{er} mars 2015 (décision unilatérale de la DRFiP 31), cela représente une moyenne de 1.800 personnes sur 24 semaines de trois jours, donc 25 usagers par jour au seul titre de l'impôt, à l'exclusion de toute autre question. Soit six fois plus que les chiffres annoncés sur le reportage pour la seule mission impôt ;

- Le loyer versé actuellement par la DRFiP 31 à la commune de Baziège pour le centre des finances publiques de Baziège s'élève à 4.971,86 € annuels. On est loin de 20 000 € annoncés !

Les journalistes de TF1 n'ont pas imaginé ces chiffres erronés. Ils viennent sans aucun doute de notre direction, sous la responsabilité de M. PERRIN.

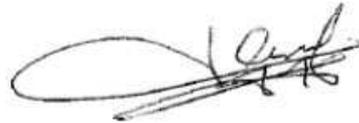
Aussi, la section CGT Finances publiques 31 vous demande de bien vouloir rétablir l'exactitude des faits sur votre antenne, il en va de la crédibilité de notre administration et de ses agents auprès de vos téléspectateurs.

Nous sommes à votre disposition pour un éventuel nouveau reportage sur le sujet.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le rédacteur en chef, l'assurance de notre considération distinguée.



Estelle MOLLO-GENE
Secrétaire CGT Finances publiques 31



Jean-Marc SERVEL
Secrétaire CGT Finances publiques 31